

CONSEIL DE LA JUSTICE
ADMINISTRATIVE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Renseignements particuliers
Troisième Opposition

Document préparé par le Conseil de la justice administrative

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DU 3^E GROUPE D'OPPOSITION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Demande de renseignements		Page
P.1	Indiquer la somme dépensée en 2023-2024 (prévisions pour 2024-2025) par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	1
P.2	Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère pour l'année 2023-2024, indiquer : a) la liste des employés ou des membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat; inclure leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat; inclure leur rémunération et leur cv; d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.	2-3
P.5	Copie du plan directeur informatique triennal; indiquer les réalisations faites dans les trois dernières années et les prévisions pour 2024-2025. Indiquer également les sommes avancées au ministère de la Justice par le Fonds de suppléance du Conseil du trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et ses organismes.	4
P.7	Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, actifs en 2023-2024, dont a fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser : a) le mandat; b) les membres; c) le budget; d) le nombre de rencontres effectuées en 2023-2024; e) les résultats obtenus en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025.	5
P.25	Nombre, nature et résultat des plaintes déposées devant le Conseil de la justice administrative depuis sa création.	6
P.37	Liste des mandats accordés en 2023-2024 à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement. Préciser : a) le nom et l'adresse du professionnel; b) la description du mandat; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation; c) le coût horaire et le coût total du mandat jusqu'à maintenant; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable; d) les prévisions des coûts pour 2024-2025 et pour l'ensemble du mandat confié; e) le nom de l'étude, du cabinet ou de la société du professionnel, le cas échéant.	7

N.B. À moins d'indications contraires, les données présentées dans le cadre de l'étude des crédits sont établies en date du 29 février 2024.

Question 1	Indiquer la somme dépensée en 2023-2024 (prévisions pour 2024-2025) par votre ministère et ses organismes pour l’informatique et les technologies de l’information. Préciser s’il s’agit d’achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
------------	--

Les dépenses relatives à l’informatique et aux technologies de l’information sont prises en charge par le ministère de la Justice.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

Question 2

- Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère pour l'année 2023-2024, indiquer :
- a. la liste des employés ou des membres du conseil d'administration;
 - b. la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat; inclure leur rémunération;
 - c. la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat; inclure leur rémunération et leur cv;
 - d. la liste des personnes ayant démissionné de leur poste ;
 - e. leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

- A. La liste des employés ou des membres du conseil d'administration**
Le conseil n'a pas de conseil d'administration. Il s'agit d'un conseil de gouvernance pour lequel les membres sont nommés par le gouvernement suivant la *Loi sur la justice administrative* (article 168). Le président est chargé de la direction et de l'administration des affaires du conseil (article 171.1).
- M. René Côté, président du conseil, nommé pour un premier mandat le 30 juin 2020, désigné président le jour même et renouvelé le 13 septembre 2023;
M^e Sonia Boisclair, membre nommé pour un premier mandat le 20 décembre 2023;
M^e Sylvain Bourassa, membre d'office depuis le 22 juin 2020;
M^e Julie Charbonneau, membre nommée pour un premier mandat le 4 septembre 2019 et renouvelée le 15 mars 2023;
M^e Jacques David, membre nommé pour un premier mandat le 16 février 2022;
M^e Chantal Denommée, membre nommée pour un premier mandat le 16février 2022;
M^{me} Manon Dufresne, membre nommée pour un premier mandat le 18 novembre 2020;
M^e Daniel Y. Lord, membre d'office depuis le 27 septembre 2023;
M^e Cassandre Louis, membre nommé pour un premier mandat le 8 mars 2023;
M^e Mélanie Marois, membre nommée pour un premier mandat le 18 novembre 2020 et renouvelée le 21 février 2024;
M^e Nicole Martineau, membre d'office, depuis le 14 octobre 2020;
M^e Lucie Nadeau, membre d'office depuis le 8 avril 2019;
M^e Gilles Ouimet, membre nommé pour un premier mandat le 18 novembre 2020;
M^{me} Isabelle Plante, membre nommée pour un premier mandat le 18 novembre 2020;
M. Stéphane Paquin, membre nommé pour un premier mandat le 25 mai 2022;
M^{me} Adriane Porcin, membre nommée pour un premier mandat le 18 novembre 2020 et renouvelée le 21 février 2024;
M^e Patrick Simard, membre d'office depuis le 27 septembre 2017.
- B. La liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération**
M. René Côté, président du conseil, dont le mandat a été renouvelé le 13 septembre 2023;
M^e Julie Charbonneau, dont le mandat a été renouvelé le 15 mars 2023;
M^e Mélanie Marois, dont le mandat a été renouvelé le 21 février 2024;
M^{me} Adriane Porcin, dont le mandat a été renouvelé le 21 février 2024.
- C. La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv**
- | PRÉNOM ET NOM | TITRE | DATES DU DÉBUT | DATES DE LA FIN | RÉMUNÉRATION |
|--------------------------------|--------|----------------|-----------------|--------------|
| M ^e Sonia Boisclair | Membre | 20 déc. 2023 | 20 déc. 2026 | N/A |
| M ^e Daniel Y. Lord | Membre | 27 sept 2023 | --- | N/A |
- D. La liste des personnes ayant démissionné de leur poste**
M^{me} Lucie Lafontaine 4 février 2024

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

Renseignements particuliers – 3e opposition

Étude des crédits 2024-2025

Question 2	Suite
------------	-------

E. Leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation

Prénom et nom	Titre	Frais de voyage	Frais de repas	Frais de représentation
M. René Côté	Président	1 415,62 \$	183,15 \$	79,89 \$
M ^{me} Manon Dufresne	Membre	613,32 \$	99,00 \$	0 \$
M ^e Cassandre Louis	Membre	303,65 \$	46,75 \$	0 \$
M ^e Gilles Ouimet	Membre	263,93 \$	46,70 \$	0 \$
M. Stéphane Paquin	Membre	560,29 \$	78,20 \$	0 \$
M ^{me} Isabelle Plante	Membre	1551,13 \$	218,80 \$	0 \$
M ^{me} Adriane Porcin	Membre	554,29 \$	78,20 \$	0 \$

Question 5	Copie du plan directeur informatique triennal; indiquer les réalisations faites dans les trois dernières années et les prévisions pour 2024-2025. Indiquer également les sommes avancées au ministère de la Justice par le Fonds de suppléance du Conseil du trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et ses organismes.
------------	---

Les données se retrouvent, le cas échéant, au plan directeur du ministère de la Justice.

Question 7	Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, actifs en 2023-2024, dont a fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser : a. le mandat; b. les membres; c. le budget; d. le nombre de rencontres effectuées en 2023-2024; e. les résultats obtenus en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025.
------------	---

Aucun

Question 25	Nombre, nature et résultat des plaintes déposées devant le Conseil de la justice administrative depuis sa création.
-------------	---

PLAINTES DÉPOSÉES AU CONSEIL DEPUIS SA CRÉATION	1896
---	------

Question 37	Liste des mandats accordés en 2023-2024 à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement. Préciser : a. Le nom et l'adresse du professionnel; b. La description du mandat; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation; c. Le coût horaire et le coût total du mandat jusqu'à maintenant; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable; d. Les prévisions des coûts pour 2024-2025 et pour l'ensemble du mandat confié; e. Le nom de l'étude, du cabinet ou de la société du professionnel, le cas échéant.
------------------------	---

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site internet de l'organisme. <https://www.cja.gouv.qc.ca/fr/diffusion-information.html> .

